

11 novembre 1918 :

Le drapeau rouge flotte sur Strasbourg et l'Alsace proclame la République des Soviets ...

Par Didier Daeninckx

Un jour, venant de Strasbourg où j'étais allé repérer les décors d'une nouvelle, je me suis arrêté devant la plaque d'une importante voie de la capitale alsacienne, la « rue du 22 novembre ». Je ne saurais dire pourquoi cette dénomination avait attiré mon attention, mais j'avais demandé à un passant à quel événement elle faisait référence. « A la Libération de 1944 » m'avait-il répondu. Un simple coup d'œil sur un livre d'histoire régionale m'apprit que les troupes du général Leclerc avaient fait leur entrée dans Strasbourg le 23. La plaque émaillée bleu comportait une grossière coquille historique, ou alors elle commémorait un autre fait marquant. Un ami alsacien émit l'hypothèse que ce 22 novembre avait à voir avec l'armistice de 1918.

Je lui rétorquai, que dans ce cas, l'erreur ne portait plus sur une journée mais sur onze, la fin des hostilités ayant eu lieu le 11 novembre à midi. Une visite dans les archives de la bibliothèque nationale et universelle de la République à l'ancien Kaiserplatz, me donna la surprenante solution : Strasbourg avait bien été libéré le 22 novembre 1918, mais pas de l'armée allemande ! Les troupes françaises avaient mis fin à un soviet de soldats, d'ouvriers, de paysans ...

Une telle affirmation demande à être étayée, et il faut revenir à la fin du mois d'octobre de cette année 1918 pour y voir plus clair. L'Allemagne impériale a perdu la guerre, mais quelques généraux ultra, dont Ludendorff, vont tenter un baroud d'honneur en prenant appui sur la puissante flotte de guerre. La troupe refuse de suivre ses généraux, et à Kiel, sur la Baltique, les marins se mutinent et se constituent en Soviet. Les syndicats ouvriers, les paysans, des détachements d'insurgés, drapeaux rouges en tête, se rendent dans les villes voisines pour gagner les habitants à leur cause. Une quinzaine de milliers d'Alsaciens et de Lorrains sont alors incorporés dans la Kriegsmarine, et nombre d'entre eux participent à ces événements. Certains décident du soulèvement de leur province natale soumises à une véritable disette, et qui sont agitées de forts mouvements de mécontentement ...

Les marins révolutionnaires de Strasbourg se forment en Conseil de soldats de Strasbourg, et exigent du commandant de la place Von Rohden la libération des détenus, la liberté de presse et d'expression, la levée de la censure et le droit de manifester. Les prisons ouvrent leurs portes, les

Conseils se rendent maîtres des bâtiments administratifs et toutes les marques d'autorité, comme les insignes, les grades sont supprimés. La ville se hérissé de drapeaux rouges dont l'un va même flotter sur la flèche de la cathédrale !

Toutes les forces sociales tentent de s'assurer le contrôle du mouvement en se fondant dans le Comité d'ouvriers et de soldats présidé par le secrétaire du syndicat des ouvriers brasseurs, Rebholtz qui annonce l'abdication de Guillaume II à Berlin, et proclame l'avènement d'un pouvoir populaire. Les murs se couvrent d'affiches « Nous n'avons rien de commun avec les Etats capitalistes, notre mot d'ordre est : ni Allemands, ni Français, ni neutres. Le drapeau rouge a triomphé ! » Une trentaine de commissions de vie quotidienne sont mises en place : transports, finances, ravitaillement, démobilisation, justice... Des grèves radicales se déclenchent comme celle des cheminots. Le dirigeant social-démocrate Jacques Peirottes fait appel à l'armée française et demande aux généraux « de hâter leur entrée à Strasbourg, la domination des soviets menaçant de prendre une fin tragique »... Les troupes françaises marchent sans relâche et pénètrent dans les faubourgs le 22 novembre 1918. Le Comité des ouvriers et soldats déclare qu'il a rempli sa mission, même si, compte-tenu des circonstances, il n'a pu faire triompher son idéal politique. Il décide de remettre l'autorité militaire entre les mains du commandement français du général Gouraud qui fait savoir qu'il ne reconnaît ni le Soviet des ouvriers et soldats, ni aucune des lois édictées. Le 22 novembre, le premier acte symbolique de l'armée française sera d'occuper le Palais, où siégeait le « Soviet de Strasbourg ». La troupe s'empare des usines, les décrets sociaux sont annulés, les salaires ramenés à leur niveau de septembre 1918, les « agitateurs » sont expulsés...

Il en sera de même dans toutes les villes des deux provinces perdues en 1870. Car le Soviet de Strasbourg n'a pas été une création unique : le premier Conseil avait vu le jour à Haguenau, puis un autre à Colmar le 9 novembre. A Saverne et à Sélestat, les soldats se mutinent. A Colmar le Conseil est reconnu et le futur Feldmaréchal Rommel viendra s'y plaindre des vexations dont sont victimes ses officiers !...

Un jour que j'évoquais cette épopée et le nom de la ville de garnison de Neuf-Brisach, mon ami délégué mineur m'a interrompu :

« Neuf-Brisach ! Maintenant je comprends mieux ce que me racontait mon père... Il nous disait des choses bizarres, lors des banquets familiaux, mais tout le monde se moquait de lui... Il parlait de soviets et chantait une chanson, - Hop là -, en faisant valser les chapeaux, les casquettes ... »